

Nationalrat

Conseil national

Consiglio nazionale

Cussegl naziunal



Le président
CH-3003 Berne

Le 24 avril 2023

Président du Conseil national Martin Candinas, Conférence des présidents des parlements nationaux des États membres de l'UE, Prague

La version prononcée fait foi.

Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les invités,

Je souhaite d'abord profiter de cette occasion pour vous remercier, au nom du Parlement suisse, de nous avoir invités à cette conférence, et pour remercier nos hôtes tchèques pour leur accueil chaleureux et pour l'excellente organisation.

Mesdames et Messieurs,

L'Union européenne est de loin notre principal partenaire, que ce soit sur le plan économique, social ou culturel. Mais plus encore, la Suisse, au cœur du continent, en partage les mêmes valeurs. Des valeurs qui nous unissent : démocratie, droits humains, état de droit.

En guise d'ouverture, permettez-moi d'exprimer ma sympathie à notre collègue Rouslan STEFANTCHOUK, pour son immense engagement depuis maintenant de longs mois. Sa



détermination renforce ma conviction que la démocratie ne peut jamais être considérée comme acquise, et qu'elle doit – au contraire – être soutenue et renforcée jour après jour.

La réponse de l'UE à l'agression militaire russe en Ukraine a été une preuve d'unité cruciale en ces temps difficiles. Des temps qui font du travail sur l'architecture de sécurité en Europe une priorité absolue.

Depuis plus d'un an, une guerre est menée non seulement contre une armée, mais aussi contre le peuple ukrainien et son pays. Infrastructures détruites de manière ciblée, maisons bombardées, champs brûlés. Depuis plus d'un an, des femmes, des enfants et des soldats sont maltraités et tués sur le continent européen.

La Suisse condamne avec la plus grande vigueur l'agression de la Russie contre l'Ukraine, et appelle à une cessation immédiate, complète et inconditionnelle des activités militaires russes en Ukraine, et au retrait de toutes les unités russes de son territoire.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, la Suisse est un pays neutre. Mais neutralité ne signifie pas neutralité d'opinion. En réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Suisse a repris entièrement les sanctions de l'UE. Tout comme de nombreux autres pays européens, nous avons accueilli des personnes en quête de protection en provenance d'Ukraine, plus de 75 000, depuis le début de la guerre, et la Suisse a fourni environ 400 millions de francs suisses d'aide humanitaire à l'Ukraine



La Suisse, Mesdames et Messieurs, entend poursuivre et renforcer son engagement aux côtés de la communauté européenne, pour la stabilité, la sécurité et la prospérité commune en Ukraine, et en Europe.

Nous en débattons aujourd'hui : le conflit a coûté la vie à des milliers de civils et causé des dommages énormes. La reconstruction de l'Ukraine aura un coût élevé et nécessitera un engagement à long terme.

Un chemin qui ne peut que passer par un processus politique et diplomatique largement soutenu, incluant l'ensemble de la société ukrainienne. Un processus que la Suisse et l'Ukraine ont lancé avec la *Ukraine Recovery Conference* à Lugano, en 2022, en discutant concrètement d'un plan de reconstruction et de développement de l'Ukraine. Les « Principes de Lugano » ont jeté les bases. Je salue la prochaine conférence organisée par le Royaume-Uni et l'Ukraine, en juin.

Mesdames et Messieurs, en vertu du droit international, permettez-moi de conclure par deux constatations du point de vue suisse : l'Ukraine a un droit inaliénable à l'autodéfense contre l'agression russe. Il appartient donc à l'Ukraine, et à elle seule, de définir les conditions des futures négociations de paix. De même, il appartient au peuple ukrainien et aux institutions qu'il a démocratiquement élues de décider de l'ancrage politique du pays, et de son attitude vis-à-vis de l'intégration internationale.

Nous, présidents et présidentes de Parlement, devons contribuer à atténuer les terribles conséquences de cette guerre et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer un avenir de prospérité et de paix. Les défis majeurs auxquels nous sommes confrontés nous engagent et nous intéressent toutes et tous, la Suisse également, bien qu'elle ait un statut



particulier vis-à-vis de l'Union européenne. J'appelle aujourd'hui à ce que les valeurs que nous partageons soient notre guide pour relever ces défis.

Je vous remercie de votre attention.